

LES GRANDS ARRETS DE LA JURISPRUDENCE EUROPEENNE SUR LES MARCHES PUBLICS ET LES CONCESSIONS

PLAN

INTRODUCTION

I. LE CHAMP D'APPLICATION DU DROIT EUROPEEN DE LA COMMANDE PUBLIQUE

A. Le droit dérivé des marchés publics et des contrats de concession

- a) La notion de marché public

CJCE, 13 janvier 2005, C-84/03, Commission des Communautés européennes contre Royaume d' Espagne

- b) La notion de marché public des travaux

CJUE, 25 mars 2010, C-451/08, Helmut Müller GmbH

- c) La notion de marchés mixtes

CJCE, 19 avril 1994, C-331/92, Gestión Hotelera Internacional SA

- d) La notion d'organisme de droit public

CJCE, 15 janvier 1998, C-44/96, Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a.

- e) La notion de contrat de concession

CJUE, 10 septembre 2009, C-206/08, Eurawasser

- f) Le partenariat public-public

CJCE, 18 novembre 1999, C-107/98, Teckal Srl

B. Le droit primaire des marchés publics et des concessions

- a) Les règles et les principes fondamentaux régissant la commande publique

CJCE, 7 décembre 2000, C-324/98, Telaustria Verlags GmbH e.a.:

- b) Le critère d'intérêt transfrontalier certain

CJCE, 15 mai 2008, C-147/06 et C-148/06, SECAP SpA et Santorso Soc. coop. arl

C. La convergence entre le droit de la concurrence et la mise en concurrence des marchés publics et des concessions

CJCE, 24 juillet 2003, C-280/00, Altmark

II. LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS ET DES CONTRATS DE CONCESSION

A. Les principes

CJCE, 22 juin 1993, C-243/89, Commission contre Royaume de Danemark

B. Les procédures

CJCE, 18 mars 1987, C-199/85, Commission des Communautés européennes contre République italienne

C. Les motifs d'exclusion

CJCE, 16 décembre 2008, C-213/07, Michaniki AE

D. Les spécifications techniques

CJCE, 14 juin 2007, C-6/05, Medipac-Kazantzidis AE

E. La possibilité d'invoquer les capacités d'un tiers

CJCE, 2 décembre 1999, C-176/98, Holst Italia SpA

F. Les conflits d'intérêts

CJCE, 3 mars 2005 C-21/03 et C-34/03, Fabricom

G. Les variantes

CJCE, 16 octobre 2003, C-421/01, Traunfellner GmbH

H. Les critères d'attribution

CJCE, 7 octobre 2004, C-247/02, Sintesi SpA

I. Le contrôle des offres anormalement basses

CJCE, 27 novembre 2001, C-285/99 et C-286/99, Impresa Lombardini SpA e.a.

III. L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS ET DES CONTRATS DE CONCESSION

A. La modification des contrats

CJCE, 19 juin 2008, C-454/06, Presstext Nachrichtenagentur GmbH

B. La sous-traitance

CJUE, 13 avril 2010, C-91/08, Wall AG

IV. LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE DES OPERATEURS ECONOMIQUES

A. La protection juridictionnelle des ceux qui ont intérêt à obtenir un marché public

a) La mise en œuvre des recours efficaces et rapides

CJCE, 11 janvier 2005 C-26/03, Stadt Halle

b) Le recours en indemnité

CJUE, 30 septembre 2010, C-314/09, Stadt Graz

B. La protection juridictionnelle des tiers-non cocontractants

CJCE, 29 avril 2004 C-496/99 P, CAS Succhi di Frutta SpA

C. Le recul de l'autonomie procédurale des Etats membres

a) L'obligation d'interpréter le droit du contentieux national conformément au droit de l'Union

CJCE, 7 février 2003, C-327/00, Santex SpA

b) Les difficultés du dialogue entre les juges

CJCE, 17 novembre 2004, C-363/04, C-364/04 et C-365/04, Michaniki AE

CONCLUSIONS